



HAL
open science

Introduction

Pascale Laborier, Danny Trom

► **To cite this version:**

Pascale Laborier, Danny Trom. Introduction. Pascale Laborier; Danny Trom. *Historicités de l'action publique*, Presses Universitaires de France, p.5-22, 2003. halshs-00271137

HAL Id: halshs-00271137

<https://shs.hal.science/halshs-00271137>

Submitted on 13 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION

PAR

Pascale LABORIER

et

Danny TROM

« Ce que nous demandons à l'histoire ce n'est pas un roman des origines, c'est l'explication du présent » (Burdeau, 1970), affirmait un politologue dans un esprit plus proche de Taine que des sciences sociales actuelles. Depuis, le recours à l'histoire s'est imposé et normalisé dans les sciences sociales du politique, y compris en France (Deloye, 1996 ; Deloye & Voutat, 2002). Nombreux sont désormais les travaux qui se proposent de procéder à la « genèse » d'une forme d'action publique ou de saisir l'action à la lumière de sa structuration historique. Si ces approches font du « recours » à l'histoire un instrument commun, les usages de matériaux historiques n'en demeurent pas moins contrastés, venant à l'appui d'approches variant fortement dans les questionnements proposés, dans les objets de recherche confectionnés, dans les échelles d'observation privilégiées.

Ce volume s'attache à explorer les travaux, souvent novateurs, qui combinent une sociologie du politique attentive à l'action et une prise en compte de temporalités historiques. Cette effervescence, qui emporte avec elle des processus de recomposition en cours, prend toute sa signification si on la considère à l'arrière-plan de deux amples débats disciplinaires et épistémologiques contemporains. Le premier, déjà ancien, a réaménagé les liens entre sociologie et histoire et a inauguré ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la sociologie historique. Le second, toujours en cours et plus diffus, porte sur la tension entre une sociologie historique qui a pris la forme d'une « macrosociologie » et une sociologie de l'action globalement indifférente aux temporalités de plus grande extension. Nous mettrons, tout d'abord, ces deux processus en perspective, puis nous soulignerons la pertinence de la thématique de l'historicité de l'action publique, avant de présenter la manière dont sont articulées les contributions à cet ouvrage¹.

1. Cet ouvrage est issu du colloque *L'historicité de l'action publique. Activités pratiques et histoire des dispositifs publics* co-organisé par le CURAPP et le GSPM les 12 et 13 octobre 2000

SOCIOLOGIES HISTORIQUES ET THÉORIE DE L'ACTION

L'histoire tumultueuse des rapports entre histoire et sociologie est d'autant plus complexe qu'elle plonge ses racines dans la constitution même des sciences sociales en disciplines académiques, comme cela été amplement montré. La sociologie historique comme sous-discipline a été précisément impulsée par un ensemble de propositions relatives au caractère jugé obsolète des oppositions entre histoire et sociologie et visant à les unifier. Ces appels à la recomposition disciplinaire demeurent célèbres : l'historien E. H. Carr (1988), plaidant pour la naissance d'une sociologie historique, fut l'un des premiers à leur assigner le même objet ; de leur côté, les sociologues P. Abrams (1981, 1982) et A. Giddens (1987) définissant la sociologie comme une discipline intrinsèquement historique. C. Tilly (1981) allait résumer cette perspective de manière limpide : l'histoire comme phénomène étant l'« effet cumulatif d'événements passés sur les événements du présent », historiens et sociologues s'attellent à une tâche identique. L'idée selon laquelle la sociologie, « science historique », appartient au même espace épistémique que l'histoire (Passeron, 1991), a ouvert la voix aux synthèses programmatiques et à la prolifération de travaux hybrides.

Cette co-appartenance, rituellement affirmée, n'a cependant pas produit une véritable révolution dans les manières de faire, même si elle eu de puissants effets institutionnels. D'une part, la sociologie historique s'est imposée comme une sous-discipline de la sociologie, avec une série de travaux aujourd'hui canoniques (S. Eisenstadt, B. Moore, I. Wallerstein ou T. Skocpol). Globalement, elle a pris la forme d'une macrosociologie : les travaux portent sur de très longues périodes, englobent des sociétés entières, en s'appuyant souvent sur une démarche comparative. L'ampleur spatio-temporelle des objets d'analyse s'y combine avec des ambitions conceptuelles visant à saisir des processus de portée générale et à fournir des typologies, qu'il s'agisse des structures sociales, du développement du capitalisme et de la démocratie ou de la formation de l'État-Nation. L'histoire fournit ici les « données » tandis que la sociologie apporte son lot de concepts en vue d'ordonner et d'interpréter des matériaux historiques. Le présent y est souvent conçu comme l'effet cumulé d'événements passés qui nous relie, au travers d'un long processus, à un état actuel. D'autre part, la « *social science history* » s'est constituée en une sous-discipline issue du même mouvement de recomposition. L'historien construit ses hypothèses et oriente ses recherches en s'appuyant sur les schèmes de la sociologie ou de l'anthropologie pour saisir des événements échus, restituer des mondes passés. La sociologie fournit des outillages concep-

(suite note 1) à Amiens. Ces journées ont bénéficié en outre du soutien du CNRS, de l'Université de Picardie Jules Verne, du groupe Politiques Publiques de l'AFSP.

tuels susceptibles de conférer à son analyse une armature plus robuste. Ce sont alors moins des dynamiques globales tracées d'un passé au présent actuel qui sont proposées que des constellations historiques singulières, conceptualisées au travers de divers modèles d'analyse empruntés à la sociologie ou à l'anthropologie (Burke 1992), qu'il s'agisse par exemple des travaux de C. Geertz ou de E. Goffman.

Ces deux sous-disciplines, la sociologie historique et la « *social science history* », comprennent chacune un ensemble de travaux hétérogènes, tandis que les limites entre elles demeurent floues de sorte que toute tentative de classification apparaît vaine. Plus l'historien étend ses recherches aux périodes contemporaines, plus il se rapproche de la « sociologie historique ». Plus le sociologue s'approprie les méthodes réglées de l'historien, plus il se confond avec ce dernier (Kaluszynski & Wahnich, 1998). Toutefois, ces sous-disciplines reproduisent le plus souvent une division du travail originale tant décriée, tandis que des controverses récurrentes autour de leurs spécificités et de leurs assises se poursuivent jusqu'aujourd'hui (Goldthorpe, 1991, 1994). La sociologie historique, en particulier, est prise en tenaille entre les partisans du cloisonnement disciplinaire et la cohorte des déçus de cette nouvelle donne pour qui elle n'est guère à la hauteur des espoirs qu'elle suscita. A. Abbott (1991) a dressé, il y a déjà plus de dix ans, un bilan sévère de ce qu'il considère comme l'échec des synthèses disponibles. D'une part, la sociologie historique n'est souvent rien d'autre que la sociologie telle qu'on l'entend classiquement, mais dont l'objet porte sur une période passée. D'autre part, la dichotomie histoire/sociologie est simplement reconduite à l'intérieur même de ces sous-disciplines, rendant caduques les prétentions à l'intégration. Toutefois, ce mouvement a desserré de nombreux carcans et ouvert des voies d'exploration multiples d'articulation entre des domaines désormais moins étanches (Hall, 1992).

La sociologie historique dans sa forme canonique s'est donc attachée à dégager des typologies de formes politiques actuelles, qu'il s'agisse de l'État, du pouvoir, ou encore des structures sociales, en brochant des tableaux comparatifs de processus historiques de grande ampleur. L'essoufflement des paradigmes marxiste, structuraliste et fonctionnaliste, et de leurs diverses combinaisons, est toutefois venu interroger à nouveaux frais le rôle de l'action dans les processus historiques. Le fameux débat qui opposa Th. Skocpol (1994) et W. Sewell (1994) est symptomatique de ce nouvel intérêt pour la théorie l'action (Wacquant & Calhoun, 1989) qui prit la forme d'un « tournant culturel » dans les sciences sociales anglo-saxonnes. L'attention aux conditions de possibilité de l'action (politique), aux activités au travers desquelles le monde social-historique se recompose et se transforme requérait en retour que

la sociologie historique se penche sur ses modèles d'action. Elle commandait également une interrogation sur la focale d'observation pertinente (Revel, 1996) afin que l'action, écrasée auparavant par des processus impersonnels et des acteurs collectifs toujours déjà agrégés, soit rendue observable au sociologue.

En effet, la sociologie historique productrice de grands récits, avec sa cohorte d'entités collectives abstraites qui interagissent, a longtemps cohabité dans une indifférence réciproque avec une sociologie de l'action, soucieuse de décrire, souvent à partir de méthodes ethnographiques ou d'observations directes, les modalités concrètes de l'activité des agents (Trom, 2003*). Ce divorce entre une macrosociologie et une sociologie de l'action est déjà repérable dans l'œuvre de Max Weber, où coexistent une définition de la sociologie comme discipline portant sur l'agir social actuel et une sociologie historique constituant la majeure partie de ce corpus. Les tentatives de reconstruction d'une articulation cohérente entre les deux sont d'ailleurs demeurées inabouties (Alexander, 1983 ; Alexander & Giesen, 1987 ; Kalberg, 1994).

Ainsi, la sociologie de l'action, que ce soit celle de Parsons et plus encore celle de Schutz, deux héritiers majeurs de la sociologie wébérienne de l'action, s'est globalement développée dans une indifférence croissante à l'histoire (Zaret, 1980). Ce trait s'est accusé dans le développement des approches appelées ici par commodité « microsociologiques ». Ce « retrait du sociologue dans le présent » (Elias, 1987) plonge ses racines dans les partis pris épistémologiques et méthodologiques puisés dans les traditions phénoménologiques ou pragmatiques qui irriguent la sociologie de l'action contemporaine. Si les approches interactionnistes, goffmaniennes ou ethnométhodologiques divergent radicalement dans leur définition de la personne, de l'action et de l'ordre social, elles ont pour point commun de prendre en charge l'analyse détaillée de l'agir social dans son déroulement actuel. Le sociologue centre alors son attention sur l'expérience sociale ou sur l'action située. Il se donne pour tâche de saisir l'action dans son actualité, ce qui requiert la constitution d'unités d'analyse basées sur un découpage spatio-temporel très serré qui exclut généralement de son espace de questionnement les logiques historiques de structuration des compétences et des situations.

Deux univers de recherche se sont donc développés de manière relativement autonome et dans une insouciance mutuelle. Certes, les débats autour de la *grand theory*, en particulier ceux qui portent sur les rapports entre microsociologie et macrosociologie, ont prospéré dans les années 1980 (Knorr-Cetina & Cicourel, 1981 ; Alexander, Giesen, Münch & Smelser, 1987). Ils ont contribué à mettre en lumière la néces-

sité de trouver des moyens d'articuler le plan de l'action sur celui des structures, de renouer les fils théoriques susceptibles de connecter le présent de l'action aux entités plus durables — celles qui possèdent une identité diachronique patente et se maintiennent donc à travers un temps plus long. Les modèles théoriques disponibles qui eurent le plus grand effet sur les pratiques de recherche sont sans conteste ceux de P. Bourdieu et de A. Giddens. Le « structuralisme génétique » de P. Bourdieu permettait d'articuler le plan structural d'un espace de possibles sur celui des pratiques des agents. Ces derniers occupent une position dans un espace et ordonnent leurs actions relativement à cet espace (Bourdieu, 1994). La synthèse bourdieusienne limitait toutefois fortement l'autonomie des agents et la portée de leurs activités en ce sens que l'action y est immédiatement indexée sur un espace préalablement structuré (le champ) qui la contraint — rabattant ainsi abruptement l'agir sur des dispositions incorporées (Bourdieu, 1997). Quant au passé historique, il apparaissait comme déposé, symétriquement, dans les institutions (l'histoire faite chose) et dans les habitus (l'histoire faite corps) (Bourdieu 1980). La théorie de la structuration de A. Giddens (1987) proposait une articulation plus souple entre structures contraignantes et compétences des agents puisque ces derniers puisent leur force dans la dimension habilitante des mêmes structures sous la forme de ressources cognitives et normatives et de règles. Ici, la compétence des agents à agir intentionnellement (*agency*) en s'appuyant sur des ressources disponibles, à les jouer dans les interactions, invitait à concevoir l'action davantage comme une activité avec ses incertitudes et ses potentialités d'innovation plutôt que comme une pratique toujours déjà ajustée à un contexte contraignant. Le passé historique apparaissait alors plutôt dans ses potentialités transformatrices au travers d'un jeu dynamique entre structure et action (Sewell, 1983, 1992).

L'HISTORICITÉ DE L'ACTION

Les interrogations sur la dimension historique de l'action, dont ce volume est issu, ne prennent sens qu'à partir de cet arrière-plan, trop brièvement esquissé ci-dessus. Elles émergent de manière concomitante dans des domaines disparates, dans des univers de recherche souvent cloisonnés, de sorte que leur restitution systématique paraît hasardeuse. Quelques traits saillants de cette conjoncture méritent d'être mentionnés. L'effondrement des grands récits et le tournant dit « culturel » (Bonnell, Hunt et al., 1999) dans les sciences sociales ont contribué à centrer l'attention sur la manière dont les objets sociaux se composent dans l'action, sur les conditions de possibilité d'activités qui président à l'émergence et la structuration de phénomènes de grande ampleur, que ce soit des collectifs ou des événements (Sewell, 1996, 1999 ; Somers, 1992). Ce mouvement est congruent avec les développements d'une

sociologie dite pragmatique en France qui s'est attelée à restituer la manière dont nos diverses activités, selon des modalités plurielles, sont constitutives de mondes sociaux hétérogènes. De manière générale, ces activités se déclinent diversement selon les perspectives, mais toutes supposent de doter les agents de la capacité de se situer dans la structure sociale, d'articuler une critique, de confectionner des biens communs, de tisser des collectifs ou encore de reconfigurer le temps historique de l'action (Boltanski & Thévenot, 1991). En s'interrogeant sur la manière dont ces compétences prennent consistance, se maintiennent et se transforment dans le temps, cette sociologie interroge les régimes d'« historicité » dans le cadre même d'une sociologie de l'action (Lepetit, 1995).

Parallèlement, l'analyse des politiques publiques a connu ces dernières années une rupture avec sa vocation managériale originelle pour se penser comme sociologie de l'action publique². Le schème historique de la « *path dependency* » y eut un succès considérable. Le sociologue centre son analyse historique autour de « points de bifurcation » où se nouent des manières d'agir qui vont s'imposer dans les séquences d'action ultérieures. À partir de situations contingentes, il reconstitue des mécanismes de clôture (*lock-in mechanisms*) par lesquels l'histoire est maintenue, de manière relativement irréversible, dans des rails. Cette explication de la structuration historique des logiques d'action et de leurs transformations a généré des travaux nombreux, entre autres dans le cadre des courants néo-institutionnalistes (Hall & Taylor, 1997 ; Immergut, 1998).

En France, la « socio-histoire » des dispositifs de l'action publique a suivi des voies différentes, moins centrées sur la décision politique et administrative, qu'attachées à analyser la construction de logique d'action en relation avec l'émergence de groupes sociaux dans leur relation à l'État (Topalov, 1994 ; Noiriél, 1992 ; Bourdieu, 1993). Cependant, l'attention accordée aux opérations de codage et de mise en visibilité des groupes (Boltanski, 1982 ; Desrosières & Thévenot, 1988) et aux instruments d'intervention publique (Desrosières, 1993) a sensiblement ranimé un intérêt pour le détail des activités de transformation historique de l'action publique (Laborier, 2003*).

Ces diverses déclinaisons, aussi disparates qu'elles puissent être, manifestent toutefois un air de famille. Soulignons que la dimension temporelle de l'action, en particulier la réintégration du passé historique dans les dispositifs d'action, sous la forme de compétences ou

2. C'est ce point qu'ont développé Gilles Pollet et Didier Renard dans leur communication au colloque « Le centre mis à nu par ses périphéries même. Réflexion sur la portée d'un modèle ».

d'artefacts, y joue un rôle central. Cette réintégration est préfigurée par un ensemble de réflexions théoriques, dont les effets sur les pratiques de recherche ont été aussi puissants que diffus, visant à lier solidement la production de récits historiques (Certeau, 2002 ; Riceur, 1983) aux horizons d'action qu'elle ouvre et qui, en retour, déterminent leur configuration (Koselleck, 1990 ; Quéré, 1991).

Avant de présenter les contributions à ce volume, il convient de spécifier brièvement ce qui est entendu ici par « action publique » et par « historicité ».

« Action publique » est entendue dans un sens large, de sorte à couvrir l'activité des pouvoirs publics et plus largement toute activité articulée sur un espace public et nécessitant une référence à un bien commun. Cette définition extensive permet de réunir dans un même cadre des activités directement liées à l'exercice de la puissance publique et celles qui ressortissent d'activités ordinaires de citoyens lorsqu'ils manifestent des prétentions relatives à la vie du collectif. La sociologie pragmatique de l'engagement, depuis l'émergence d'une plainte jusqu'à la mobilisation collective, attentive au processus de publicisation de causes et attachée à saisir leur frayage vers le public, fonde cette extension (Boltanski 1990 ; Thévenot, 2000 ; Cardon, Heurtin & Lemieux, 1995 ; Cefai & Trom, 2001 ; Cefai & Pasquier 2003). Cette définition extensive se justifie d'autant plus que la saisie de l'action publique dans l'analyse des politiques publiques est marquée ces dernières années par un mouvement congruent : les approches en termes de « gouvernance », de « *community networks* », d'« *advocacy coalition* », voire de « *cause lawyering* » étendent en effet leur empire bien au-delà (ou plutôt en deçà) des acteurs politiques proprement institutionnels. Ces dernières viennent rompre avec une vision trop unilatérale du politique comme ensemble de décisions politiques et administratives, souvent étroitement contraintes par un chemin imposé par des séquences historiques passées ou déterminées par la structure même d'institutions entendues comme des organisations.

Cela étant acquis, et relativement aux contextes de débat évoqués plus haut, il apparaît que les liens multiformes susceptibles de se nouer entre action publique et temporalité historique appellent une problématisation en termes d'« historicité » de l'action. En effet, il ne suffit pas ici de distinguer « l'historiographie » (*Historie*), discipline et science de l'écriture de l'histoire qui inclut les écrits et les méthodes de l'historien, de « l'histoire » (*Geschichte*), évaluation des époques dans lesquelles les hommes se révèlent ou se dissimulent, pour reprendre le vocabulaire phénoménologique (Murray, 1970). Si la première a directement trait à l'activité professionnelle de l'historien, la seconde relève du domaine

partagé du savant et du profane, renvoyant globalement aux rapports entretenus avec le passé historique. « L'historicité » (*Geschichtlichkeit*), quant à elle, renvoie plus spécifiquement à la structure constitutive de l'être-au-monde, ancrée dans les activités de temporalisation du passé, du présent et du futur. Elle appelle une exploration des rapports qu'entretiennent les pratiques avec le temps historique et la manière dont ces rapports sont engagés dans le présent de l'action (Sahlins, 1989 ; Lenclud, 1993 ; Revel, 2000).

Notons que la question de l'historicité de l'action peut engendrer deux postures distinctes.

Dans la première posture, le sociologue se fait « théoricien de l'historicité » (Lenclud, 1992 : 38) en saisissant la philosophie du temps historique partagée à une époque donnée. Cette posture ne suppose pas qu'il se déplace dans le passé historique. Lorsque l'action est placée au centre de son attention, il considère comment un régime d'historicité est engagé dans les activités qu'il se propose de décrire. Les agents produisent le temps dans lequel ils agissent et se révèlent eux-mêmes, dans certaines occasions, comme des théoriciens de l'historicité. « Si toute société communique avec son passé et se trouve en quelque sorte investie par lui », souligne C. Lefort (1978), « le thématiser, c'est l'appréhender comme production d'un sens, ouverte au présent, et simultanément découvrir dans ce présent les signes du nouveau ». C'est, ajoute-t-il, « non pas faire corps avec son passé pris comme une totalité confuse, mais, en le discernant, en l'articulant, s'introduire au cœur d'une intention présumée et aussi anticiper sur les événements. » Cette proposition pointe méthodologiquement vers une analyse des enquêtes temporelles requises par l'action. La question de savoir ce qu'ont les agents à disposition pour agir ne suppose aucunement que le sociologue se fasse historien, mais qu'il restitue la manière dont les agents convoquent le passé historique dans le cours de leurs activités. Le passé historique est alors conçu soit comme une « province de sens » (Natanson, 1962) actualisable, pour parler comme les phénoménologues, soit comme un horizon dans lequel émerge les appuis de l'action (Dodier, 1991 ; Heurtin & Trom, 1997). Les activités de temporalisation sont ici l'objet même de l'investigation.

Dans la seconde posture, le sociologue occupe une position de surplomb en s'interrogeant sur ce qui du passé est effectif dans le présent de l'action. Ce faisant, il ne délègue pas entièrement aux acteurs le soin de dire ce qu'il en est du passé historique. Ce dernier n'est plus considéré exclusivement comme un trait endogène d'une activité en déroulement, mais il se voit doté d'une réalité plus substantielle. Le sociologue se fait historien, il se déplace dans le passé historique afin d'explorer ce

qui du passé historique est à chaque fois effectif dans l'action. L'actualité ou la contemporanéité du passé surgit sur un mode qui demeure éventuellement implicite ou méconnu par les acteurs eux-mêmes. Le passé historique étend imperceptiblement son empire jusque dans le présent de l'action. Ce déplacement dans le passé historique peut être commandé par des visées différentes. Il peut avoir pour objectif de relier le présent au passé au travers de la découverte de mécanismes de type causal ou quasi-causal. Il peut aussi bien avoir pour objectif une description plus adéquate du présent de l'action en explorant ses conditions historiques de production. Que la visée soit plutôt explicative ou plutôt descriptive, le sociologue éprouve alors lui-même le passé historique au travers de ses propres méthodes et le relie significativement au présent de l'action qui demeure le point focal de son attention.

Entre ces deux acceptions, trop brièvement esquissées, s'ouvre un espace de débat auquel ce volume voudrait apporter sa contribution.

PRÉSENTATION DES CONTRIBUTIONS

C'est donc à partir de cet espace de débat qu'une réflexion collective (associant historiens, sociologues et politistes) a été engagée en 2000 à l'initiative de deux laboratoires, le Centre universitaire de recherches administratives et politiques et le Groupe de sociologie morale et politique, dont les traditions et les problématiques peuvent paraître éloignées, mais qui ont dialogué à partir d'interrogations convergentes.

La contribution de Charles Tilly³ témoigne de la vivacité des débats aux États-Unis autour de la sociologie historique puisqu'elle propose de renouveler, après l'essoufflement relatif des grands modèles explicatifs des processus politiques et sur la base d'une réhabilitation de l'action dans la sociologie historique dont il a été un des principaux promoteurs, une méthode susceptible d'expliquer, au travers de mécanismes causaux, des processus politiques. Peut-être ce programme augure-t-il de l'évolution à venir d'une sociologie historique du politique qui demeure en France moins systématique et vraisemblablement moins confiante dans les possibilités d'opérationnaliser et de tester empiriquement une armature conceptuelle aussi robuste.

L'importance des travaux de socio-histoire en France indique clairement que la sociologie historique du politique s'y inscrit pour partie dans une sociologie critique. En s'attachant à dénaturiser les catégories de l'intervention publique, elle révèle leur contingence historique qui ouvre, souvent implicitement, sur une critique de l'empire qu'elles

3. Ne pouvant participer au colloque comme prévu, C. Tilly a envoyé une contribution écrite qui a été traduite dans cet ouvrage par L. Godmer et A.-F. Taiclet.

étendent jusque dans notre présent. Selon **François Buton**, la socio-histoire permet de déployer une interprétation compréhensive du passé, faisant émerger des possibles écartés par l'histoire. Son analyse du processus d'institutionnalisation des « handicapés sensoriels » restitue la manière dont cette catégorie s'est construite, le travail cognitif et normatif qu'elle a requis, son mode d'imposition au détriment d'autres options possibles. Naturalisée, cette catégorie est génératrice d'identités et s'encastre dans des domaines d'action de l'État. De même, **Virginie Bussat** décrit la manière dont la catégorie « famille », dans son rapport avec celle de « population », a été construite comme champ d'intervention pertinent de l'État. Elle montre comment ces « labels » sont investis par des acteurs hétérogènes en compétition pour la définition légitime de l'action publique. Certes, d'autres voies théoriques sont praticables comme le suggère la contribution de **Chloé Vlassopoulou**, qui propose de retracer les différentes formes historiques que prend la pollution atmosphérique sur un temps long. Elle montre que les « problèmes » mis en forme par les politiques publiques ne sont pas des entités stables, mais des objets constamment redéfinis dans des contextes sociaux particuliers, en fonction de facteurs culturels et des groupes habilités à en proposer des définitions légitimes.

Alors que la socio-histoire s'est donnée d'emblée pour tâche de faire émerger la contingence des catégories politiques, le recours à l'histoire dans l'analyse des politiques publiques ambitionne explicitement de montrer que l'action publique est redevable d'une histoire qui la contraint. Cependant, l'historicité de l'action proprement dite est traditionnellement peu interrogée dans l'analyse des politiques publiques, comme le souligne **Yannis Papadopoulos**. Généralement, ces travaux, s'ils ne sont pas purement descriptifs, sont tributaires d'une théorie de l'action héritée du modèle de la *path dependency* qui fournit un schème explicatif simplificateur, celui des mécanismes contraignants. La question de savoir sous quelles conditions et dans quelle mesure le passé informe le présent y demeure peu interrogée ou sous-théorisée. Soit cette question ne se donne pas à penser, soit elle est dissoute par le postulat d'une contrainte historique-institutionnelle selon lequel tout choix est toujours trop coûteux. La contribution de **Romain Pasquier** sur la structuration historique de modèles régionaux d'action publique, s'y essaie. Elle vise à rendre compte des mécanismes au travers desquels des schèmes d'action émergent, se consolident et contraignent l'action publique. Toutefois, la lacune pointée par Y. Papadopoulos est d'autant plus patente si l'on considère des approches qui la démentent partiellement, en tant qu'elles rendent compte de l'action publique en portant une attention minutieuse aux activités déployées par les acteurs et aux logiques hétérogènes, historiquement sédimentées dans les processus politiques. **Muriel Surdez** propose ainsi une socio-histoire comparative

de la nationalisation et l'institutionnalisation corrélative des certifications en vue d'éclairer les rapports entre les modalités de l'action étatique et la constitution de groupes professionnels. L'action publique y est décrite comme une succession d'expériences auxquelles des acteurs sont confrontés, d'obstacles pratiques à surmonter, de conflits de compétence à régler. En restituant les logiques d'interaction entre groupes professionnels et acteur étatique, elle aboutit à une description des modalités différenciées de l'action publique dans différentes configurations nationales. De même, à partir de l'analyse d'une commission administrative (la Commission nationale des rapports localitifs), **Hélène Michel** décrit la dynamique historique qui préside à la structuration et au fonctionnement de cet espace de relations entre acteurs hétérogènes. La perspective historique se combine ici avec une étude des interactions dans le cours des réunions. Le fonctionnement d'un espace de négociation et de composition ne se comprend alors qu'à l'aune de l'histoire des relations entre les groupes et de ces derniers avec l'institution.

Cette prise en compte du détail des activités et des logiques de composition dans l'analyse de l'action publique s'est enrichie, au travers de la sociologie pragmatique, d'une attention toujours plus marquée au caractère performatif des outils, instruments et concepts, dans la description des dynamiques transformatrices. **Alain Desrosières** montre tout le bénéfice que l'on tire de l'historicisation des outils de rationalisation de l'action publique en immergeant l'histoire de l'outil statistique dans son contexte social et cognitif. L'endogénéisation de cette technique de rationalisation permet de mieux cerner des configurations singulières dans l'action étatique. L'histoire des pratiques statistiques se voit dès lors encadrée dans une histoire de l'action économique de l'État. Cette contribution montre combien la statistique ne mesure pas une réalité préexistante mais que, plongée dans le monde social, elle le « performe » et contribue puissamment à le modeler. De manière parallèle, la contribution de **Peter Wagner** vise à ancrer le langage, entendu comme un ensemble d'outils conceptuels, dans une sociologie historique, en vue de rendre compte de la capacité des personnes à s'engager dans la pluralité des situations qu'ils rencontrent. Par-delà le tournant linguistique en histoire, cette contribution propose d'étendre les acquis de la sociologie pragmatique à une sociologie historique en identifiant les moments où de nouvelles manières de dire et de faire apparaissent dans l'histoire et se transforment. Plutôt que d'embrasser des structures de grande échelle, P. Wagner propose de centrer l'attention sur le travail conceptuel éparpillé dans des sites variés, qui autorise la mise en équivalence d'événements et la stabilisation spatio-temporelle de phénomènes sociaux. Cette approche aboutit à penser le langage conceptuel comme ce qui, dans des situations problématiques, autorise le déclenchement de dynamiques transformatrices.

La contribution de **Bénédict Zimmermann** illustre précisément tout le bénéfice que peut tirer le chercheur de la combinaison d'une socio-histoire des catégories de l'action publique et d'une approche en termes d'action située. À partir d'une enquête exhaustive sur la naissance du chômage, cette contribution vise, en saisissant des activités qui se déploient dans des contextes socio-historiques singuliers, à dégager une pragmatique sociale des catégories de l'action publique. Les variations d'échelles spatiales et temporelles ne sont pas ici le seul fait du chercheur, elles émergent des activités structurantes des acteurs dans des configurations historiques spécifiques.

Si un des traits caractéristiques de la sociologie pragmatique est précisément d'ancrer les structures spatio-temporelles dans l'action plutôt que de les poser en extériorité comme cadre de l'analyse, plusieurs contributions témoignent d'une volonté d'éviter l'enfermement potentiel dans les limites de la situation. En cherchant une voie de sortie du situationnisme méthodologique, ces travaux se sont engagés dans une série d'explorations pour rendre compte de logiques d'action dans une temporalité plus longue. La contribution de **Francis Chateauraynaud** indique une voie susceptible de réintroduire des séries longues, qui dépassent le cadre limité de la situation dans une pragmatique de l'action. Attentif aux jugements ordinaires des citoyens, il montre que les tensions critiques générées par la crise du Kosovo sont ancrées dans une série d'épreuves qui supposent des prises sur les événements en déroulement. Les acteurs se livrent à des activités de temporalisation (alerte, anticipation), de mise en série d'événements, de sorte que le passé historique n'est pas tant restitué par la méthode propre du chercheur qu'il n'est rendu consistant au travers des activités des personnes ordinaires qui configurent le temps pour asseoir leur jugement. Dans un geste similaire, **Joan Stavo-Debauge** sonde la genèse d'un engagement ou d'une critique à partir de l'exemple de la controverse française sur les catégories ethniques. En tentant de rendre raison du mouvement qui fait basculer un acteur dans la critique, il interroge les appuis à partir desquels une indignation morale se déploie. La saisie de menaces, de propensions ou de « hantises », documentées par des processus ou événements passés, détermine progressivement une insatisfaction ou un malaise en un engagement. Le passé historique surgit dès lors comme une composante de l'arrière-plan normatif des catégories de l'action publique. La contribution de **Nicolas Dodier**, en se démarquant simultanément de l'option « structurale-historique » et « généalogique » de la sociologie pragmatique, s'inscrit dans une exploration parallèle. Il juge la première (modélisée dans *De la Justification*) comme la seconde (qui procède à une genèse du présent en vue de révéler l'implicite dans l'action) impuissantes à saisir correctement l'action transformatrice. La voie qu'il dégage suppose de repenser l'articulation

entre une historicité endogène, le temps historique que se donnent les acteurs, et une temporalité exogène, celle du sociologue, qui propose un récit en extériorité, lisible et donc appropriable par les acteurs. En prenant pour objet une période critique, marquée par une mobilisation associée à un objet émergent, le virus du sida, il montre comment l'inventivité résulte d'une interaction entre « vecteurs historiques » sur la scène publique. Cette analyse de cas est ressaisie de manière endogène par les acteurs, qui le replongent dans un temps historique plus large, en vue de l'action.

Si le passé historique surgit ici du déploiement de l'action dans son déroulement, d'autres contributions témoignent d'une volonté de trouver des façons d'articuler le présent de l'action sur le passé historique. Il s'agit par exemple de considérer la manière dont le passé historique informe, imprègne ou détermine les activités en cours. La contribution de **Vincent Dubois** vise ainsi à lier une perspective socio-historique et une sociologie de l'action. La première propose une saisie diachronique de processus sociaux en explorant la genèse, l'institutionnalisation, puis la naturalisation de catégories d'intervention. La seconde se voudrait « une sociologie des pratiques en acte » qui restitue ces catégories dans le cours de leur accomplissement. Le concept de « rôle institutionnel » permet à V. Dubois d'effectuer cette médiation puisque l'action publique s'y incarne et s'y traduit en acte. L'étude des formes de catégorisation de l'action publique éclaire alors les matrices à partir desquelles les acteurs donnent sens à leur pratique, tandis que la redéfinition successive des rôles engendre des tensions entre les manières habituelles d'agir et les nouvelles exigences qui surgissent. **Sophie Wahnich** explore quant à elle les configurations discursives constitutives de la réception de la crise du Kosovo. Ces idiomes reposent sur des « sentiments moraux » qui se sont constitués historiquement et demeurent agissants en prenant les habits du sens commun. Le passé historique surgit soudainement dans des moments particuliers sous la forme de discours qui constituent leur propre mémoire sociale et qui sont dotés d'une efficacité symbolique autonome.

Une autre option considère les activités en cours et confère au passé historique reconstitué un statut méthodologique, susceptible d'éclairer et d'enrichir l'exploration du présent de l'action publique. **Jean-Gabriel Contamin** propose d'étudier la « forme pétition » et l'activité de pétitionner comme des objets historiques, au travers des « cadres de délégitimation » qui, paradoxalement, permettent d'en mieux saisir les contours. Ces modes s'avèrent stables si l'on compare les cadres dans un cas historique, sélectionné en vertu des traits typiques qu'il manifeste, avec les cadres contemporains. Cet usage de l'histoire permet de documenter la remarquable stabilité d'une forme ainsi que ses transfor-

mations dans le temps. À partir d'un bilan critique du recours à l'histoire dans l'analyse des politiques publiques, **Pascale Laborier** pointe les insuffisances des modèles d'action proposés par les approches cognitives, socio-historiques et néo-institutionnelles. Une sociologie de l'action publique se doit d'articuler une théorie de l'action en adéquation avec l'appréhension de l'histoire, si elle veut se donner les moyens de rendre compte des logiques d'action en contexte et les arrangements qu'ils ordonnent. Le recours à l'histoire permet alors de reconstituer la mise à disposition pour les acteurs d'un répertoire d'action sédimenté et composite qui à la fois autorise et contraint l'action. La contribution de **Danny Trom** interroge le recours aux matériaux historiques dans une enquête de type ethnographique. Ce recours vise à rompre avec le présentisme qui caractérise de nombreuses théories de l'action, en demeurant cependant dans le cadre même d'un situationnisme méthodologique. L'enquête par « induction triangulaire » propose un usage maîtrisé du matériau historique, ancré dans l'expérience de terrain, destiné exclusivement à enrichir analytiquement la description ethnographique de processus politiques.

Enfin, si la sociologie de l'action publique manifeste un intérêt croissant aux logiques historiques en tant qu'elles éclairent le présent de l'action, ce volume atteste en retour de l'attention des historiens aux théories de l'action, en particulier dans leurs versions interactionnistes et pragmatiques. **Thierry Dutour** illustre tout le bénéfice que l'historien médiéviste tire de la mobilisation de ces outils analytiques. En mettant l'action au centre de la compréhension d'un monde historique échu, il montre que, contrairement aux idées reçues, l'action dans la ville médiévale répond à des logiques plurielles et que les identités y sont labiles et situationnellement déterminées. **Frédéric Audren, Sandrine Kott, Antoine Lilti, Nicolas Offenstadt et Stéphane Van Damme**, dont les contributions orales ont été essentielles à la richesse des discussions dont ce volume procède⁴, passent en revue, problématisent et pointent également les limites des multiples manières dont se nouent actuellement des liens entre les sciences sociales les plus novatrices et les pratiques proprement historiennes.

4. Nous remercions également pour leur participation aux débats : Patrick Hassenteufel, Jean Joana, Martine Kaluszynski, Pierre Lascoumes, Michel Offerlé, Herbert Reinke, Didier Renard.

RÉFÉRENCES

Tous les auteurs référencés 2003* renvoient aux articles de ce volume.

Abbott, A. (1991) *History and Sociology : The Lost Synthesis*, *Social Science History* 15 (2) : 201-238.

Abrams, P. (1982) *Historical Sociology*, Ithaca, Cornell U.P.

Alexander, J. (1983) *The Classical Attempt at Synthesis*, vol. 3, *Theoretical Logic in Sociology*, Berkeley, The University of California Press.

Alexander, J., Giesen, B., Münch, R. & Smelser, N. eds. (1987) *The Micro-Macro Link*, Berkeley, The University of California Press.

Baker, K.M. (1993) *Au tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*, trad. Paris, Payot.

Boltanski, L. (1982) *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.

Boltanski, L. (1990) *L'amour et la justice comme compétences*, Paris, Métailié.

Boltanski, L. & Thévenot, L. (1991) *De la Justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

Bonnell, V., Hunt, L. et al. eds. (1999) *Beyond the Cultural Turn. New Directions in the Study of Society and Culture*, Berkeley, The University of California Press.

Bourdieu, P. (1980) Le mort saisi le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée, *Actes de la recherche en sciences sociales* 32/33 : 3-14.

Bourdieu, P. (1993) Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique, *Actes de la recherche en sciences sociales* 96-97 : 49-62.

Bourdieu, P. (1994) *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil.

Bourdieu, P. (1997) *Les méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.

Burdeau, G. (1970) *L'État*, Paris, Seuil.

Burke, P. (1992) *History and Social Theory*, Cambridge, Polity Press.

Cardon, D., Heurtin, J.-P. & Lemieux, C. (1995) Parler en public, *Politix* 31 : 5-19.

Carr, E.H. (1988) *Qu'est ce que l'histoire ?* trad. Paris, La Découverte.

Cefaï, D. & Trom, D., dir. (2001) *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques (Raisons Pratiques 12)*, Paris, Editions de l'EHESS.

Cefaï, D. & Pasquier D., dir. (2003) *Les sens du public*, Paris, PUF/ Curapp.

Certeau, M. de (2002) *L'écriture de l'histoire* [1975], Paris, Gallimard.

Deloye, Y. (1996) *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 1996.

- Deloye, Y. & Voutat, B. (2002) Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique, in Y. Deloye & B. Voutat, dir., *Faire de la science politique*, Paris, Belin : 7-24.
- Desrosières, A. & Thévenot, L. (1988) *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, La Découverte.
- Desrosières, A. (1993) *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte
- Di Maggio P. & Powell, W. eds. (1991) *The New Institutionalism in Organizational Analysis*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Dodier, N. (1991) Agir dans plusieurs mondes, *Critique* 529-530 : 427-58.
- Elias, N. (1987) The Retreat of the Sociology in to the Present, *Theory, Culture and Society* 4 : 223-247.
- Giddens, A. (1987) *La constitution de la société*, Paris, PUF.
- Goldthorpe, J. (1991) The Uses of History in Sociology. Reflexions on Some Recent Tendencies, *British Journal of Sociology* 42 (2) : 211-230.
- Goldthorpe, J. (1994) The Uses of History in Sociology. A Reply, *British Journal of Sociology* 45 (1) : 55-77.
- Hall, J. R. (1992) Where History and Sociology Meet: Forms of Discourse and Socio-historical Inquiry, *Sociological Theory* 10 (2) : 164-193.
- Hall, P. A. & Taylor, R. (1997) Les trois néo-institutionnalismes, *Revue Française de Science Politique* 47 (3-4) : 469-495.
- Heurtin, J.-P. & Trom, D. (1997) L'expérience du passé, *Politix* 39 : 7-16.
- Immergut, E. (1998) The Theoretical Core of New Institutionalism, *Politics and Society* 26 (1) : 5-34.
- Kalberg, S. (2002) *La sociologie historique comparative de Max Weber* [1994], Paris, La Découverte.
- Kaluszynski, M. & Wahnich, S. (1998) Historiciser la science politique, in M. Kaluszynski & S. Wahnich, dir., *L'État contre la politique ? Les expressions historiques de l'étatisation*, Paris, L'Harmattan : 17-33.
- Knorr-Cetina, K. & Cicourel, A. eds. (1981) *Advances in Social Theory and Methodology. Towards an Integration of Micro- and Macro-Sociologies*, Boston, Routledge & Kegan Paul.
- Koselleck, R. (1990) *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, trad. Paris, EHESS.
- Lefort, C. (1978) Société "sans histoire" et historicité, in *Les formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*, Paris, Gallimard : 30-48.
- Lenclud G. (1992) Anthropologie et histoire, hier et aujourd'hui, en France, in I. Chiva & U. Jeggle, dir., *Ethnographies en Miroir*, Paris, Editions de la MSH : 35-65.
- Lenclud, G. (1993) Régimes d'historicité, in A. Dutu et N. Dodille, dir., *L'état des lieux en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan : 18-38.

Lepetit, B. (1995) Le présent de l'histoire, in B. Lepetit, dir., *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel : 273-298.

Murray, M. (1970) *Modern Philosophy of History. Its Origin and Destination*, La Haye, Martinus Nyhoff.

Natanson, M. (1962) History as a Finite Province of Meaning, in *Literature, Philosophy and Social Sciences. Essays in Existentialism and Phenomenology*, La Haye, Martin Nyhoff : 172-178.

Noiriel, G. (1992) *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe 1799-1993*, Paris, Calmann-Lévy.

Passeron, J.-C. (1991) *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan.

Quéré, L. (1991) Événement et temps de l'histoire. Sémantique et Herméneutique chez R.Koselleck, in *L'événement en perspective (Raisons Pratiques 2)*, Paris, Editions de l'EHESS : 263-281.

Revel, J. dir. (1996) *Jeux d'échelles*, Paris, Seuil.

Revel, J. (2000) Pratiques du contemporain et régimes d'historicité, *Le Genre Humain* 35 : 13-20.

Ricœur, P. (1983) *Temps et récit I*, Paris, Seuil.

Sahlins, M. (1989) *Des îles dans l'histoire* [1985], trad. Paris, Gallimard.

Sewell, W. H. (1983) *Gens de métier et révolution*, Paris, Aubier.

Sewell, W. H. (1992) A Theory of Structure : Duality, Agency, and Transformation, *American Journal of Sociology* 98 (1) : 1-29.

Sewell, W. H. (1994) *Ideologies and Social Revolutions : reflections on the French Case*, in Skocpol 1994 : 169-198.

Sewell, W.H. (1996) Historical Events as Transformations of Structures: Inventing Revolution at the Bastille, *Theory & Society*, 25, 841-881.

Sewell, W. H. (1999) Three Temporalities : Toward an Eventful Sociology, in T. J. McDonald, ed., *The Historic Turn in the Human Sciences*, Arbor, University of Michigan Press.

Skocpol, T. ed. (1994) *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge UP.

Skocpol, T. (1994) Cultural Idioms and Political Ideologies in the Revolutionary Reconstruction of State Power, in Skocpol, ed. (1994) : 199-209.

Somers, M. (1992) Narrativity, Narrative Identity, and Social Action: Rethinking English Working-Class Formation, *Social Science History* 16 (4): 591-630.

Thévenot, L. (2000) L'action comme engagement, in J.-M. Barbier, dir., *L'analyse de la singularité de l'action*, Paris, PUF : 213-238.

Tilly, C. (1981) *As Sociology Meets History*, New York, Academic Press.

Topalov, C. (1994) *La naissance du chômeur 1880-1910*, Paris, Albin Michel.

Wacquant, L. & Calhoun C. (1989) Intérêt, rationalité et culture : à propos d'un récent débat sur la théorie de l'action, *Actes de la recherche en sciences sociales* 78 : 41-66.

Zaret, D. (1980) From Weber to Parsons and Schutz : the Eclipse of History in Modern Social Theory, *American Journal of Sociology* 85 : 1180-1201.